

Les finances du « Clud Med » menacent la zone euro

« LA SOUTENABILITÉ des finances publiques ne constitue pas une finalité en soi », affirme la Cour dans son rapport. Pour les magistrats de la rue Cambon, la maîtrise des comptes publics est d'abord le moyen d'assurer la continuité des services publics. Mais pas que. Elle est aussi « essentielle en zone euro », est-il ajouté. Un argument cardinal qui échappe trop souvent au débat public. « La trajectoire de finances publiques d'un Etat membre a effectivement des répercussions sur l'ensemble de ses partenaires partageant la même monnaie. L'érosion de la confiance à l'égard de la trajectoire de finances publiques d'un des Etats de la zone euro peut se propager dans le reste de la zone, notamment via le secteur financier, et crée des tensions sur la mise en œuvre de la politique monétaire unique », rappelle la Cour.

En 2012, les attaques contre la dette de la Grèce, qui ne représente pourtant que 2% du PIB de la zone euro, ont failli détruire l'euro. En 2021, l'état financier de l'Union européenne a empiré. La rupture entre pays du Nord et pays du Sud en matière de finances publiques paraît désormais irréversible entre une Estonie endettée à 21,3% et une Grèce à 208,8% du PIB.

sortie de l'UE en appelant à reprendre le contrôle sur les questions d'immigration. Les frugaux pourraient faire de même sur les questions financières. « L'accord sur l'endettement commun a été voté dans le cadre d'une pandémie exceptionnelle qui n'était la faute de personne. Mais si l'inflation repart vraiment, ce qui n'est pas exclu, les positions seront contradictoires entre les pays du Nord qui voudront la combattre et les pays du Sud pour qui la hausse des prix permettrait de se désendetter », explique François Ecalte.

La BCE se retrouverait alors sous forte pression et la bataille des opinions publiques pourrait déboucher sur l'émergence de leaders antieuropéens. Pour l'instant anesthésiés par la morphine monétaire de la BCE, les marchés pourraient alors se réveiller comme ils l'avaient fait avant la précédente élection française. En mars et avril 2017, les taux français s'étaient tendus après la poussée de Marine Le Pen, puis lorsque Jean-Luc Mélenchon est passé devant François Fillon. Rien ne dit qu'un tel scénario ne se reproduise pas en 2022.

Raphaël Legendre
@LEGENRA

008)
le
ion

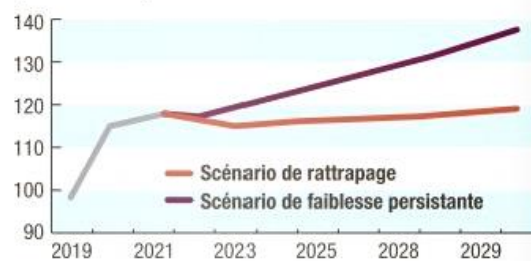
Inquiétudes. Combien de temps encore des pays européens bien gérés - plus de moitié des Etats membres de l'Union européenne affichent un ratio égal ou inférieur à 60% du PIB - acceptent-ils de payer pour les six Etats de l'arc méditerranéen qui affichent tous un ratio d'endettement supérieur à 110% ? Des discussions sur la gouvernance financière de la zone euro doivent s'ouvrir après les élections allemandes à l'automne 2021 et française au printemps 2022. Mais déjà, les lames commencent à s'affûter. Dans un courrier envoyé la semaine dernière à ses homologues de la zone euro, le ministre des finances autrichien, Gernot Blümel, a fait part de son inquiétude sur la situation et a plaidé pour un retour rapide à la discipline budgétaire dans l'UE.

« Le débat s'annonce extrêmement compliqué. Les pays du Nord vont s'écharper avec les pays du Sud », confirme le magistrat détaché de la Cour des comptes et fondateur du site fipeco.fr François Ecalte. La Grande-Bretagne est

France : dette publique

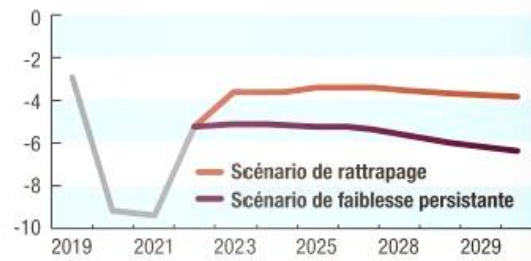
France : dette publique

(en % de PIB)



Déficit public

(en % de PIB)



SOURCE : COUR DES COMPTES